

LES DIRECTIONS DE LA POLITIQUE AGRICOLE BRÉSILIENNE DANS L'AVENIR

**Edilson Guimarães
Secrétaire de la Politique Agricole**

Les problèmes rencontrés par l'agriculture brésilienne en conséquence des politiques macroéconomiques de rajustement entreprises dans les années quatre-vingt-dix n'ont pas empêché la continuité de leur développement et son insertion dans le marché mondial.

La production de grains a monté de 82,8 millions de tonnes dans la récolte 1999/2000 au record historique de 123,2 millions en 2002/2003. Néanmoins, ce chiffre a diminué dans les années suivantes et de l'évaluation maximale pour l'année prochaine est de 120,6 millions. La production et les exportations de soja et de viande, y compris du bœuf et du poulet, sont restées ascendantes.

En dépit des restrictions internes et externes des exportations de l'agrinégoce, ce secteur est resté fortement compétitif et a intensifié sa participation dans le marché mondial après les années quatre-vingt, atteignant US\$ 47,2 milliards dans les douze mois précédents. Cela équivaut à 36 % des exportations totales du Brésil et signifie une contribution de US\$ 41 milliards à l'excédent de la balance commerciale de l'agrinégoce.

La performance de la production et des exportations du Brésil dans la première partie de la décennie actuelle est expliquée principalement par les importations agricoles Chinoises, surtout de grains, et par le comportement favorable des prix internationaux. Toutefois, ces prix ont baissé après 2003 et ses effets sont devenus plus graves à cause de la sécheresse des dernières années dans un scénario macroéconomique national contraignant (taux d'intérêt élevés et taux d'échange surévalué), ce qui a provoqué une nouvelle intervention du gouvernement dans le marché pour soutenir les producteurs ruraux en crise.

Les dettes des producteurs ruraux ont dû être renégociées en permanence dans les dernières années avec le soutien du gouvernement, et les instruments de la politique agricole réajustés pour faire face au comportement défavorable du prix des produits et des matières premières agricoles. Cela a demandé davantage de dépenses publiques et a causé une discontinuité dont le coût pour le Gouvernement s'est accru.

Des autres mesures de politique agricole de court et long terme récemment mises en application ou qui sont en train de l'être contribueront au redressement et au développement de l'agriculture.

Un programme d'intégration entre l'agriculture et l'élevage a été lancé en 2005 pour encourager l'emploi d'un processus de production basé sur une technique d'ensemencement simultanée et séquentielle dans la même superficie pour les produits suivants : grains, fibres, produits de l'agroénergie et autres.

Un nouveau modèle d'assurance rurale privée est en train d'être implémenté au Brésil. Il provoquera de changements profonds dans les politiques agricoles de soutien aux fermiers et jouera un rôle important pour la durabilité du développement rural. C'est un long cheminement où le Gouvernement joue un rôle clé pour mettre en place un cadre légal et financier de soutien qui inclura un système de protection contre les catastrophes.

Le gouvernement brésilien a introduit en 1995 le Plan National d'Agroénergie pour la promotion de l'autosuffisance du pays par rapport à tous les types de carburants. Dans la poursuite de ce dessein, le Brésil créera un nouveau marché pour l'agriculture du pays, en particulier la canne à sucre et les graines oléagineuses, bien que le pays soit déjà le plus grand producteur et consommateur mondial d'alcool. C'est surtout vrai si l'on tient compte de la croissance de la production de biodiesel et la possibilité d'être mélangé au gazole, ce qui sera obligatoire à partir de janvier 2008 dans une proportion de 2 %. En conséquence, la demande de graine oléagineuse augmentera de 1,2 million de tonnes et 1,5 million d'hectares seront ajoutés à la production, mais cette nouvelle surface est déjà disponible et équivaut seulement à 1 % de la superficie ensemencée. À partir de 2013 ledit mixage obligatoire sera de 5 %, équivalent à 2 milliards de litres par an.

Le biodiesel est un nouveau carburant biodégradable obtenu de sources renouvelables comme les huiles végétales et les graisses animales, et au Brésil il y a plusieurs espèces de graines oléagineuses qu'on peut utiliser dans la production de biodiesel comme l'huile de ricin, l'huile de palme, le tournesol, le soja e le coton.

La production d'éthanol peut, elle aussi être encouragée, en conséquence du financement des activités de l'agrinégoce relatives à la production de sucre et d'alcool par la Banque Nationale de Développement Économique et Social.

En ce qui concerne le parcours de la politique agricole Brésilienne dans l'avenir, on envisage qu'elle devrait être poursuivie dans les buts suivants : (a) éviter les interventions cas par cas dans des situations de crise ; (b) réduire au minimum le besoin de soutien financier officiel et (c) élever l'efficacité des dépenses publiques sans causer de préjudice au développement durable de l'agriculture. Dans ce dessein-là, on devrait préserver et consolider les lignes de conduite stratégiques de la politique agricole basées sur l'économie de marché, sur un bas niveau d'intervention gouvernementale et une plus haute participation des sources privées de financement agricole.

Cette évaluation certainement prévaudra après janvier prochain quand le Président de la République et les Gouverneurs des États qui viennent d'être élus seront installés et les sièges du Congrès seront renouvelés. Ainsi, bien que la politique agricole soit modifiée en conformité avec l'orientation des nouveaux gestionnaires gouvernementaux, on a officiellement proposé les mesures suivantes : (a) restreindre l'utilisation du Prix Plancher dans les opérations d'Acquisitions du Gouvernement Fédéral ; (b) stimuler les opérations de Marché à Terme qui utilisent les instruments de couverture ; (c) alléger les impôts cumulatifs ; accorder le régime du *drawback* à tous les produits d'agrinégoce ; et (e) augmenter les dépenses publiques agricoles dans les secteurs stratégiques pour le développement du agrinégoce, tel que la protection

sanitaire animale et végétale, la recherche agricole et l'assistance technique aux fermiers.

Bien que les mesures proposées, et celles qui sont en train d'être implémentées telles que mentionnées ci-dessus, contribuent à améliorer l'efficacité de la politique agricole, ses effets sont assez limités parce que le développement de l'agriculture brésilienne est fort influencé par les restrictions macroéconomiques et par l'insuffisance d'infrastructure. Inversement ces limitations influencent la politique agricole qui finit par être conçue de manière à neutraliser l'effet de ces problèmes étrangers à l'agriculture elle-même. En conséquence, les dépenses publiques des programmes de soutien agricole augmentent et exigent l'utilisation d'instruments de politique agricole qui autrement ne seraient pas nécessaires.

Le défi est celui de surmonter lesdites restrictions et c'est dans ce dessein-là que nous avançons en appliquant des politiques agricoles cohérentes et en comptant sur une performance satisfaisante de l'agriculture. Le Brésil est déjà un compétiteur de plus en plus important et un exportateur majeur de soja et de viande, et sa production et exportation de grains sont en forte croissance, ce qui arrive de même à la productivité. Tout cela nous rend capables d'aller plus loin dans la transformation de l'agriculture brésilienne et sa plus large insertion dans le marché mondial.